



CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 07 JUILLET 2021

N° 2021/57

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie :

09 Juillet 2021

Présents : 26
Excusés : 9
(9 pouvoirs)
En exercice : 35

Secrétaire de séance :

M. CARDET

Mme LEMENACH

Le mercredi sept juillet deux mille vingt et un à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis Espace Jean Lacaze à Saumur, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET, Maire, sur convocation faite par lui le trente juin deux mille vingt et un.

Étaient présents : M. GOULET, Maire – MM. NERON N, NERON M, Mme GUILLON, Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, Mme LE COZ, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoint – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, M. COMBEAU, MM. PIERRE, BRAEMS, Mme RIO, M. GUILMET, Mme LHOMMEDE, M. CHA, Mme COUBLANT, MM. RICOU, OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, M. HENRY, Mme LEMENACH, Conseillers Municipaux.

Excusés : Mme LIEBAULT, MM. GRAVOUEILLE, PROD'HOMME, Mme FAURE, Mmes TAUGOURDEAU, GRIMA, GODFRIN, M. HOUTIN, Mme VILLARME ont respectivement donné pouvoir à MM NERON, JOSSE, GOULET, BIDAULT, RICOU, COMBEAU, Mmes LHOMMEDE, TUBIANA et M. CHANDOUINEAU

ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE CREANCES ETEINTES ET DE CREANCES IRRECOURVABLES – ANNEES 2015-2020

Le Comptable Public de Saumur informe la commune que des créances sont devenues irrécouvrables du fait de procédures judiciaires prononcées par la Banque de France ou du Tribunal de Commerce d'Angers.

Ces créances restent valides juridiquement en la forme et au fond mais l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

De fait, dans ce dossier, l'effacement de la dette (créance éteinte), prononcé par la Banque de France ou du juge, s'impose à la collectivité qui est tenue de le constater. L'effacement de dettes concerne des produits de services des années 2015 à 2020 pour un montant de **1 590,11 Euros**.

Par ailleurs, le Comptable Public de Saumur a transmis des états portant sur les années 2015 à 2020 pour lesquels il demande une admission en non-valeur pour la somme de :

- **3 850,46 €** sur le Budget Principal,
- **14,61 €** sur le Budget Aéroport.

Les justifications de ces demandes sont multiples : créances minimales, insuffisance d'actifs.

Ces sommes correspondent aux impayés des produits communaux suivants :

- mise en fourrière d'un véhicule,
- concession cimetière,
- cantine scolaire,
- accueils de loisirs,

Il est proposé au Conseil Municipal :

– d'ADMETTRE en non-valeur les créances éteintes par les effacements de dettes prononcés par la Banque de France ou du juge (détail ci-dessous), pour un montant total de 1 590,11 Euros sur le Budget Principal :

BUDGET PRINCIPAL					
Année de Créances	Motif d'irrecouvrabilité	Réf. Jugement	Date	Objet	Montant TTC
2018-2020	Rétablissement personnel	Surendettement	16/04/2021	Restauration scolaire Accueil périscolaire Accueil de Loisirs sans hébergement	649,71
2018-2019	Liquidation judiciaire	Clôture pour insuffisance d'actifs	27/11/2019	Commerce Ambulant	940,40
TOTAL					1 590,11

– d'ADMETTRE en non-valeur les produits irrécouvrables pour un montant total de :

- 3 850,46 € sur le Budget Principal,
- 14,61 € sur le Budget Aéroport.

Ces dépenses seront imputées aux comptes 6542 et 6541 du budget correspondant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal APPROUVE à l'unanimité.

Pour extrait conforme,
Le Maire de la Ville de Saumur,



Jackie GOULET